La réindustrialisation, un thème unanimement soutenu par les candidats à la présidentielle

« Réindustrialiser, de la promesse à la réalité », titre Challenges, qui souligne que le thème de la réindustrialisation est unanimement soutenu. « Cet intérêt pour l'industrie monte au premier plan, même si cela fait déjà quelque temps que la chute de la production préoccupe les responsables politiques, notamment en comparaison avec l'Allemagne », relève David Cousquer, de Trendeo. Car à l'origine du phénomène, il y a un constat partagé et inquiet : en 2020, l'industrie ne représentait plus que 13 % de la valeur ajoutée produite en France. « Comment accepter qu'un pays qui sait produire des satellites, des avions, des voitures, soit absent du champ de la production des appareils ménagers ? » s'agace le haut-commissariat au Plan dans une note publiée le 7 décembre. « Alors que la France possédait de nombreuses marques et groupes d'électroménager qui ont accompagné le développement de la société de consommation des années 1960 et 1970, elle est désormais importatrice nette de ces équipements. » Selon les Douanes, le pays accusait un déficit de 344 millions d'euros en 2019 sur les machines à laver. L'hebdomadaire se penche sur la préférence marquée des candidats pour la baisse des impôts de production. Zemmour y va à la hache, écrit Challenges, promettant une coupe de 40 à 50 milliards d'euros, quand l'UIMM, n'en demande « que » de 30 à 35 milliards. A Bercy, cet engouement à attaquer les impôts de production fait sourire : « Ils promettent tous, mais le seul gouvernement à avoir effectivement entamé une baisse, c'est le nôtre », pointe une ministre. La révolte des « gilets jaunes » puis le manque criant de respirateurs en plein Covid ont incité Emmanuel Macron à pousser les feux sur l'industrie, en baissant de 10 milliards d'euros ce type d'impôts dans le plan de relance. Les proches du président n'en font d'ailleurs pas mystère : cette réduction a vocation à être amplifiée dans le programme du futur candidat Macron. (Challenges, p.16)

Selon une note interne à Bercy, dont se fait l'écho Challenges, dans un Confidentiel, environ un tiers des 148 Territoires d'industrie sont au point mort en raison de « mésententes et conflits d'eqo ». (Challenges, p.6)